

CESER Bourgogne Franche Comté

Séance Plénière Lundi 17 Mars 2025

Déclarations liminaires d'organisations du Collège 2 par Guy Zima

Sujet 1 : Soutien à la pétition « petite lignes ferroviaires » porté par les organisations CFDT, CGT, UNSA, CFE-CGC, FSU et Solidaires.

Les lignes ferroviaires de proximité de notre région sont pour certaines menacées de fermeture rapide et pour toutes, menacées dans leur pérennité à défaut d'interventions structurelles de renouvellement. Ce constat n'est pas nouveau, mais il s'est accéléré comme conséquence des manques de moyens consacrés à la maintenance et la concentration de ceux-ci sur le réseau dit structurant sur les dernières décennies. Les différentes réformes du ferroviaire (2014, 2018 puis LOM) ont fait le constat du manque de financement du réseau mais sans proposer de réponses qui améliorent la situation par des financements nouveaux unanimement reconnus comme indispensables.

Les solutions proposées n'ont été que des transferts de différentes natures juridiques aux régions avec le soin, pour celles-ci, d'assurer pour une grande part le financement de ces lignes qualifiées de « desserte fine du territoire » comme pour mieux justifier cette délégation de responsabilités. Nous ne pouvons pas, à ce stade, ne pas mentionner l'avis du CESER alertant sur les risques inhérents à cette signature du protocole LDFT avec l'état, ainsi que les compléments portés par les différentes composantes de notre collège.

Comme annoncé alors, la question de la capacité financière des régions à assumer cette charge nouvelle dans un contexte budgétaire contraint met tout le monde au pied du mur.

A ce titre, la renégociation avec l'état proposé par l'exécutif régional et validé par l'adoption d'un rapport en AP de février dernier, nous semble le début d'une prise en compte intéressante de nos alertes. La traduction de cette volonté par l'appel via pétition au soutien des lignes régionales pour remettre l'état autour de la table, reçoit le soutien de nos organisations.

Nous appelons donc les Bourguignons et Francs-Comtois à signer cette pétition afin de trouver voies et moyens d'un financement pérenne pour que les infrastructures ferroviaires le deviennent elles aussi.

Sujet 2 : « mise en place d'un VM » porté par CFDT, CGT, UNSA, CFE-CGC, CFTC, FSU et Solidaires.

Comme le CESER l'a rappelé dans ses différents avis et préconisations antérieurs, l'autonomie financière des régions est, disons, limitée ; ce qui est un doux euphémisme pour dire inexistante dans les faits. Nous proposons, dans ces mêmes écrits, entre autres, de nouvelles recettes envisageables dont la mise en place possible d'un Versement Mobilité en faveur des régions, justifié notamment, par le rôle de chef de file des mobilités accordé par la loi et les transferts

afférents. Nous soutenions l'idée que Régions de France puisse être le porteur de cette proposition auprès de l'état.

S'il faut reconnaître que nous n'en avons pas déterminé les contours (plus particulièrement assiette et taux), personne ne peut ignorer en cette enceinte, que le VM est assis sur les salaires et que toute extension retenant le même vocable le serait aussi.

Le PLF 2025 prévoit donc cette disposition à la main des régions, avec un taux maximal défini, des conditions justificatives et un rétrocession d'une part de 10% aux EPCI.

Si ce ne sont pas les termes que chacun pouvait attendre ou proposait, et nos organisations ont des propositions de longue date, nous saluons la proposition malgré ses défauts et appelons la Région à sa mise en œuvre pour des moyens nouveaux qui permettent, in fine, plus de transports collectifs et contribue ainsi à une transition écologique impérative.

Ce temps doit aussi être mis à profit pour construire démocratiquement l'emploi de ces fonds en réponses aux besoins.